



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement

11 MARS 2025

ARRÊTÉ Préfectoral complémentaire du
portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société Matériaux Recyclage
et Béton du Centre (MRBC)
de l'autorisation d'exploiter une carrière de gneiss et de leptynite et ses
installations connexes aux lieu-dits « les Ebeugnets », « les Bonnes », « les Vazouais » sur la
commune de POMMIERS

(n° AIOT : 0010002835)

LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment le livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier l'article R. 516-1 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2515-1-b ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

- Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515-1-a ;
- Vu l'arrêté préfectoral régional n° 20-067 du 21 juillet 2020 approuvant le schéma régional des carrières Centre-Val de Loire ;
- Vu l'arrêté du 17 octobre 2019 portant approbation du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu l'arrêté du 4 février 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable, d'égalité des territoires de la région Centre-Val de Loire (SRADDET) ;
- Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;
- Vu les arrêtés préfectoraux n° 93-E-490 du 4 mars 1993 et n°94-E-446 du 17 février 1994 autorisant la SARL R&G GUIGNARD à exploiter une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de Pommiers ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 95-E-55 du 10 janvier 1995 autorisant la société CARRIERES GUIGNARD à exploiter une installation de concassage-criblage de pierres au lieu-dit « les Ebeugnets » sur le territoire de la commune de Pommiers ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 97-E-1780 du 21 juillet 1997 autorisant la société CARRIERES GUIGNARD à étendre l'exploitation d'une carrière de gneiss aux lieux-dits « les Ebeugnets », « les Bonnes », « les Vazouais » sur le territoire de la commune de Pommiers ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 autorisant la société CARRIERES GUIGNARD à exploiter une carrière de gneiss et de leptynite à ciel ouvert et ses installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Pommiers ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2022 modifiant le parcellaire de l'installation de traitement de matériaux susvisé dans l'arrêté préfectoral n°95-E-55 du 10 janvier 1995 située sur le territoire des communes de Pommiers et Orsennes exploitée par la société CARRIERES GUIGNARD ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2022 abrogeant l'arrêté n°97-E-1780 du 21 juillet 1997 autorisant la société CARRIERES GUIGNARD à exploiter une carrière de gneiss sur le territoire de la commune de Pommiers ;
- Vu la demande en date du 9 décembre 2024, complétée le 23 janvier 2025, présentée par la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation accordée à la société CARRIERES GUIGNARD par l'arrêté préfectoral du 15 février 2022 susvisé ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 février 2025 ;

Vu le courrier du 4 mars 2025, transmettant au pétitionnaire le projet d'arrêté préfectoral portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) de l'autorisation d'exploiter une carrière de gneiss et de leptynite et ses installations connexes aux lieux-dits « les Ebeugnets », « les Bonnes », « les Vazouais » sur la commune de POMMIERS et l'informant du délai de quinze jours dont il dispose pour y émettre des observations ;

Vu Le courriel de l'exploitant du 5 mars 2025 indiquant ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande de changement d'exploitant de la carrière et ses installations, émise par la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences réglementaires et notamment aux termes de l'article R.561-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation et de remise en état des terrains définies par l'arrêté d'autorisation du 21 décembre 2017 ne seront pas modifiées et que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) atteste les accepter ;

CONSIDÉRANT que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) a justifié par le biais d'un acte notarial à son profit du transfert des conventions de forage détenues par la société CARRIERES GUIGNARD dont le siège est situé à Ceaulmont La Prune ;

CONSIDÉRANT que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter la carrière et remettre en état les terrains exploités ;

CONSIDÉRANT que la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) s'est engagée à fournir dès la notification du présent arrêté le document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation de changement d'exploitant d'une carrière ne nécessite pas la consultation préalable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrière ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Changement d'exploitant

L'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n° 36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 autorisant la société CARRIERES GUIGNARD à exploiter une carrière de gneiss et de leptynite à ciel ouvert et ses installations de traitement de matériaux situées aux lieux-dits « les Ebeugnets », « les Bonnes », « les Vazouais » sur le territoire de la commune de Pommiers», précédemment détenue par la société CARRIERES GUIGNARD, est transférée au profit de la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC), dont le siège social est situé au lieu-dit « les Orangeons » 36 330 Le Poinçonnet.

Article 2 : Articles modifiés

Les conditions et mesures imposées au cédant demeurent inchangées.

Le cessionnaire se substitue d'office au cédant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploitation susvisée.

L'exploitation de la carrière sera menée conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux précédemment délivrés énumérés ci-après, des futures prescriptions d'exploiter imposées et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé :

- L'arrêté préfectoral n° 36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017
- L'arrêté préfectoral n°95-E-55 du 10 janvier 1995
- L'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2022

Article 3 :

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 4 : Liste des installations classées

L'établissement relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques suivantes :

- Pour la carrière, selon l'arrêté préfectoral n° 36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 :

RUBRIQUE	RÉGIME	LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE (ACTIVITÉ)	NATURE DE L'INSTALLATION	SEUIL DU CRITÈRE	VOLUME AUTORISÉ
2510 - 1	A	EXPLOITATION DE CARRIÈRE	CARRIÈRE DE GNEISS ET LEPTYNITE		SUPERFICIE TOTALE : 33 HA 88 A 13CA SUPERFICIE EXPLOITABLE : 26 HA 00 A 00 CA PRODUCTION MAXIMALE : 700 000 T/AN
2515 - 1B	D	INSTALLATIONS DE BROYAGE, CONCASSAGE, CRIBLAGE, ENSACHAGE, PULVÉRISATION, LAVAGE, NETTOYAGE, TAMISAGE, MÉLANGE DE PIERRES, CAILLOUX, MINÉRAIS ET AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NATURELS OU ARTIFICIELS OU DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES, EN VUE DE LA PRODUCTION DE MATÉRIAUX DESTINÉS À UNE UTILISATION	INSTALLATIONS MOBILES DE TRAITEMENT	> 40 KW ET < 200 KW	185 KW
2517-2	D	STATION DE TRANSIT, REGROUPEMENT OU TRI DE PRODUITS MINÉRAUX OU DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES AUTRES QUE CEUX VISÉS PAR D'AUTRES RUBRIQUES	STOCKS DE MATÉRIAUX ET DE REMBLAIS	> À 5 000 M ² , MAIS < OU ÉGALE À 10 000 M ²	10 000 M ² ,

- Pour l'installation de traitement, selon l'arrêté préfectoral n° 95-E-55 du 10 janvier 1995 complété l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2022 :

RUBRIQUE	RÉGIME	LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE (ACTIVITÉ)	NATURE DE L'INSTALLATION	SEUIL DU CRITÈRE	VOLUME AUTORISÉ
2515 - 1A	E	INSTALLATIONS DE BROYAGE, CONCASSAGE, CRIBLAGE, ENSACHAGE, PULVÉRISATION, LAVAGE, NETTOYAGE, TAMISAGE, MÉLANGE DE PIERRES, CAILLOUX, MINÉRAIS ET AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NATURELS OU ARTIFICIELS OU DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES, EN VUE DE LA PRODUCTION DE MATÉRIAUX DESTINÉS À UNE UTILISATION	INSTALLATIONS FIXES DE TRAITEMENT	> 200 KW	666 KW

A : Autorisation, E : Enregistrement , D : Déclaration

Article 7 : Dispositions diverses

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement, après avis de la commission départementale des carrières, toute modification que le fonctionnement de l'exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques et ce sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Article 8 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société Matériaux Recyclage et Béton du Centre (MRBC) ;

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de cet arrêté est déposée dans la mairie de POMMIERS et peut y être consultée ;

- un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de POMMIERS pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du même code ;

- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<https://www.indre.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/I.C.P.E/Dossier-Autorisation-ICPE>

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du Code de l'environnement au Tribunal administratif de Limoges :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Indre ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date du dépôt du recours contentieux.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires- Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense - Paroi Sud – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du code de l'environnement. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours administratif, s'il s'agit d'un tiers intéressé, est tenu, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours administratif.

La notification du recours au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 10 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, le maire de POMMIERS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB